

INVESTIR POUR INSTRUIRE, PAS POUR L'EUROPE DES FINANCIERS MALTHUSIENS !

PAR JACQUES CHEMINADE



La « réforme » Darcos va supprimer 11 200 postes à la prochaine rentrée. Cependant, ce n'est pas tout. **Pour la rentrée 2009, la suppression de 18 000 postes supplémentaires est d'ores et déjà prévue.**

Ces « économies », tout aussi désastreuses que celles qui vont être faites sur les allocations familiales, n'ont aucune raison d'être.

1. À un moment où l'Etat et la Banque centrale européenne viennent en aide aux établissements financiers défaillants qui ont spéculé à tout va et laissent les chefs d'entreprises engranger des sommes énormes avec des stock-options et des salaires constamment en hausse, il est inadmissible de couper les crédits à l'école.

2. L'école a besoin d'enseignants pour améliorer la transmission qualitative du savoir dans des classes où l'on pourrait enfin réduire le nombre d'élèves pendant les cours et assurer un vrai suivi de tous après. De plus, dans quelques années, la vague des naissances d'après l'an 2000 exigera mécaniquement plus d'enseignants ; il est donc absurde de réduire aujourd'hui leur nombre.

3. Si l'on n'assure pas un enseignement suivi et de qualité, ce sont les officines de cours particuliers coûteux, de type Acadomia, cotées en Bourse, qui en tireront bénéfice. C'est inadmissible.

4. Il faut arrêter la dérive qui pousse les familles ayant les moyens à placer leurs enfants dans l'enseignement privé, laissant le public aux moins bien pourvus. Le public ne doit pas devenir la bouée de sauvetage des « nécessiteux », dans une vision néo-libérale digne du XIX^e siècle britannique, mais un lieu d'excellence et d'insertion sociale pour tous.

Ces raisons sont simples. Les comptables du gouvernement, qui considèrent le court terme et non plus les besoins à long terme de la nation, refusent de les comprendre, dans un climat d'injustice et de dépossession de l'Etat.

Ils disent qu'il n'y a pas d'argent. Qu'ils commencent par rétablir, contre la loi du Traité européen simplifié signé à Lisbonne, **la possibilité pour l'Etat d'émettre du crédit productif public à long terme et à très faible coût pour l'école, l'hôpital et le laboratoire.** Aujourd'hui, en effet, les banques centrales ne peuvent pas prêter de l'argent aux Etats sans intérêts (l'article 123 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne, en application du Traité de Lisbonne, continue de l'interdire) et les Etats doivent donc s'endetter auprès d'établissements financiers (banques, investisseurs institutionnels, etc.) en payant des intérêts élevés.

C'est la principale raison de la dette publique, c'est la principale raison qui fait dire à Nicolas Sarkozy que les caisses sont vides, alors que les riches s'enrichissent sans vergogne et que les pauvres et l'Etat s'appauvrissent.

On doit pouvoir éduquer mieux !

On doit pouvoir dire non à l'injustice des traités européens, qui détruisent l'Europe !

Et dire oui à l'école, oui aux générations futures, oui à un enseignement créateur pour lequel il faut du temps et y croire.

Nous y croyons. Nous nous battons pour cela. Battons-nous ensemble.

Venez aux « MOCRIEs » organisées des citoyens qui croient encore au service public (renseignements disponibles sur leur forum : www.cecni.info).



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche

BP 27 - 92114 Clichy cedex / Tél. : 01 76 69 14 50 / Fax : 01 47 39 05 80 / SVP : Ne pas jeter sur la voie publique